

LES CONSEQUENCES DE LA CRISE BOVINE EN 2001 SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES DES EXPLOITATIONS D'ELEVAGE ALLAITANT CHAROLAIS

P. VEYSSET, M. LHERM, D. BÉBIN

Laboratoire d'Economie de l'Elevage, INRA Clermont-Theix, 63122 Saint Genès Champanelle

Introduction

La deuxième crise ESB survenue au troisième trimestre 2000 avait eu peu de conséquences sur les résultats économiques 2000 des élevages allaitants, la majorité des ventes des animaux ayant déjà été effectuée. La baisse immédiate de consommation fin 2000, ne s'est progressivement redressée que fin 2001, d'où des prix moyens à la production d'un faible niveau tout au long de 2001. Les ventes des animaux ont également été ponctuellement perturbées par la fièvre aphteuse au premier trimestre.

L'analyse des résultats 2001 d'un échantillon constant sur 3 ans (1999-2001) de 79 exploitations d'élevage allaitant charolais réparties sur 5 départements du Nord Massif Central, embrassant tous les systèmes de productions rencontrés en charolais, va nous permettre d'évaluer les premières conséquences de cette seconde crise ESB.

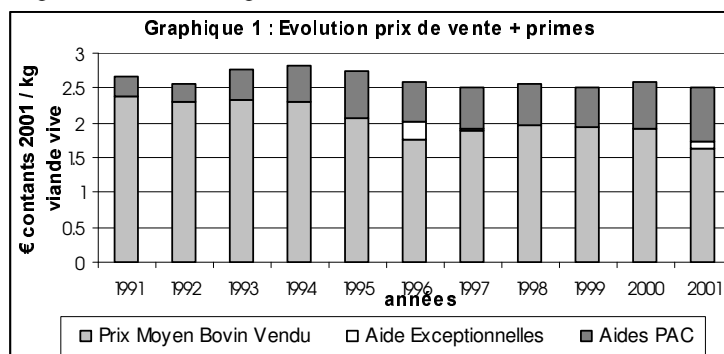
Structure des exploitations

Ces exploitations sont de taille (surface et troupeau) relativement importante : 142 ha pour 153 Unités Gros Bovins (Ugb) avec 2.03 Unités Travailleurs Humains (Uth) dont 0.25 salariés. Le gain de productivité du travail (+ 2.5 %/an de 1988 à 1998), quantifiée par le nombre d'hectares et d'animaux par travailleur, a permis aux éleveurs d'augmenter leur production et, ainsi, de maintenir leur revenu dans un contexte de baisse continue du prix de la viande. Après 2 années de stagnation (1998, 1999), cette productivité de travail reprend sa progression pour atteindre 72 Ha/Uth et 78 Ugb/Uth. Ceci entraîne une forte capitalisation : 168 300 €/Uth avec un taux d'endettement de 30 %. La valeur du cheptel bovin représente 56 % du capital total.

La spécialisation en production bovine est assez poussée, la surface fourragère principale (sfp), constituée de 96 % d'herbe, occupe 82 % de la surface, le chargement reste stable depuis plusieurs années, à 1.32 Ugb/Ha sfp. Dans notre échantillon nous comptons 12 exploitations (principalement dans le département de la Nièvre) ayant une orientation plus céréalière avec 40 % de la surface consacrée aux cultures non fourragères, mais la marge bovine y constitue tout de même 50 % de la marge globale.

Résultats économiques du troupeau et des surfaces (en € constant 2001)

Les prix de vente et les primes



La non reprise des prix de vente des bovins courant 2001 après leur effondrement fin 2000 (-0.32 €/kg vif, soit -20 % entre les semaines 42 et 51), est un des déterminants principaux des résultats 2001.

Ces prix bas sont en partie compensés par l'augmentation des aides bovines prévues dans l'Agenda 2000 : réforme de la Politique Agricole Commune débutée en 2000 pour être pleinement appliquée en 2002 avec notamment une prévision de

baisse de prix de la viande bovine de 20 % compensée en partie par une augmentation progressive sur 3 ans des primes bovines et la création de nouvelles primes. La baisse des prix annoncée dans l'Agenda 2000 est donc survenue comme prévue, mais brutalement plutôt qu'échelonnée sur 3 ans, alors que l'augmentation des aides a bien été échelonnée.

Des aides exceptionnelles « crise ESB » ont été mises en place. Globalement le prix moyen du kilo vendu a chuté de 15 % entre 2001 et 2000 (-17 % par rapport à 1999), et le prix de vente compensé par les aides totales n'a baissé que de 2.7 % (graphique 1). Par contre la perte de valeur des animaux en stock influence la valeur du produit de l'année : -26 % par rapport à 1999 et -9 % avec les compensations.

La productivité pondérale

Pour la première fois depuis 10 ans, la production de viande par Ugb, qui s'élève à 300 kg/Ugb, a chuté significativement : -15 kg/Ugb. Ce fait peut être expliqué par les conditions climatiques du printemps, ainsi que par la décision (dans le cadre des mesures de précautions) de destruction des animaux malades et accidentés qui étaient auparavant en partie valorisés (perte de 2 kg/Ugb), et peut-être aussi par le report d'animaux prêts à vendre (brouards d'hiver, vaches grasses) lors de la période d'arrêt des transactions due à la fièvre aphteuse. A âge identique, la plupart des animaux vendus l'ont été à un poids plus faible que l'année précédente (tableau 1).

Tableau 1 : Variation 2001-2000 des dates, âges et poids de vente

	Broutards automne	Broutards hiver	Taurillons gras 18 m.	Broutards automne	Gén. 18 m. maigres	Gén. 30 m. grasses	Gén. 36 m. grasses	Vaches grasses
Date (j)	-3	+29	-3	+2	-13	+7	+2	/
Age (j)	-3	+30	-3	+12	-24	+12	+9	/
Poids (kg)	-29	+5	-16	-4	-55	=	-3	-2

La marge brute bovine

Globalement le produit bovin baisse de 11 % (-87 €/Ugb) et malgré la baisse des charges du troupeau et de la surface fourragère de 5.6 % (-12 €/Ugb), la marge brute bovine chute de 13.6 % soit -75 €/Ugb.

La marge des cultures de vente

Les mauvaises conditions climatiques du printemps ont affecté le rendement des céréales qui perd 15 % (52 qx/ha en 2001 contre 62 en 2000) alors que le niveau des charges a été maintenu. La marge brute des cultures chute de 80 €/ha, soit -14 %.

Résultats économiques globaux (en € constants 2001)

Les charges de structure

Pour la première fois depuis 1993 les charges de structure baissent : -5 %. Cette baisse est imputable à la baisse des cotisations sociales des exploitants (-10 %) liées aux moindres revenus observés en 1999 et 2000, ainsi qu'aux charges de mécanisation qui perdent 3.6 % après plusieurs années de constante progression du fait de forts investissements en équipement pour faire face à l'augmentation des troupeaux et des surfaces.

Le revenu du travail et des capitaux (RWC)¹

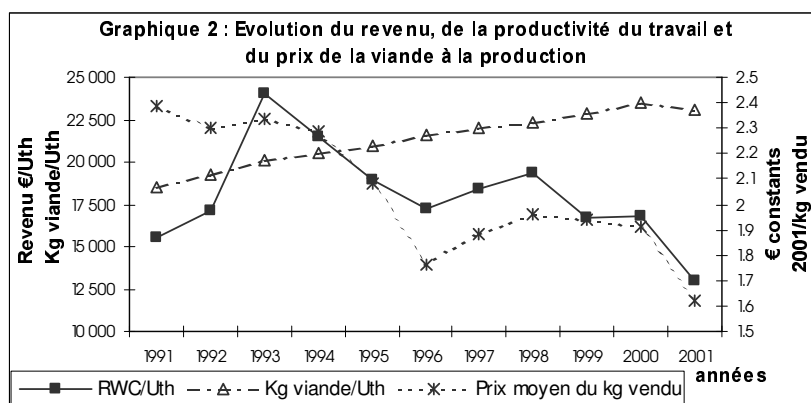
Le revenu moyen du travail et des capitaux s'élève, en 2001, à 12 480 €/Uth, soit -3 914 €/Uth ou -24 % par rapport à 2000. Les aides totales représentent 41 % du produit et 227 % du revenu (139 % en 2000, 127 % en 1999). Mais ces chiffres couvrent une grande disparité, avec un impact différent de la crise selon les structures des exploitations.

Depuis la mise en place de la nouvelle PAC en 1992, les principaux déterminants du revenu se trouvaient être la productivité du travail (plus de surface et plus d'animaux par travailleur amènent plus de primes compensatrices), l'intensification de la production de viande, ainsi qu'un impact positif de l'orientation céréalière. En 2001 les effets positifs de la taille et de l'intensification sur le revenu sont grandement atténués, car les systèmes les plus productifs et/ou les plus intensifs n'ont pas pu compresser leur charges et ont subi une baisse de produit très importante. Du fait de la baisse de la marge des céréales, les exploitations polyculture-élevage ont vu leur revenu fortement chuté et devenir inférieur à celui des exploitations d'élevage (les exploitations polyculture-élevage sont également de grandes exploitations, l'effet taille s'est cumulé avec l'effet céréales). Globalement les exploitations herbagères extensives spécialisées en production de viande finie ont mieux passé l'année 2001 que les grandes exploitations polyculture-élevage productrices d'animaux maigres.

Notons que, malgré la baisse du revenu, la trésorerie disponible a augmenté de 8 % du fait des nouveaux emprunts et de la perte de valeur du cheptel en stock qui a une influence sur le revenu, mais par sur la trésorerie de l'année.

Conclusion

L'intensification qui est un facteur amplificateur du revenu en bonne conjoncture ne peut compenser les prix bas d'une année de crise. La nécessaire compensation des prix par les aides n'a pas été suffisante en 2001 (contrairement à 1996) pour maintenir le revenu qui reste très sensible aux variations de productivité (graphique 2). Dans un contexte de crise de confiance du consommateur, la démarcation des filières de qualité (Label Rouge) semblait être une réponse pour les éleveurs du bassin allaitant, mais paradoxalement, au cours du premier semestre 2002, le prix de la viande issue de femelles allaitantes de classe U continue de chuter alors que la vache laitière O ou le jeune bovins R se maintiennent à des prix proches de ceux de 2000.



¹ RWC = Résultats Courant + (salaires nets + avantages) - (valeur locative des terres en propriété - impôts fonciers)

RWC est un bon indicateur de rentabilité utilisé pour les comparaisons d'exploitations puisque son mode de calcul gomme les différences de situation tenant au mode de faire valoir (fermage ou propriété) ou à l'origine de la main d'œuvre (familiale ou salariée).